

ÉLECTIONS DU 7 JANVIER

M. VAUTRAIN

Président du conseil général de la Seine et du conseil municipal de Paris.

Liste des journaux qui recommandent la candidature de M. Vautrain :

La Liberté.
Le Journal des Débats.
L'Opinion nationale.
La Presse.
Le Moniteur universel.
Le Français.
La Cloche.
Le Siècle.
La France.
Le Temps.
Le Bien public.
Le Courrier de France.
Le Soir.
Le XIX^e Siècle.
Le Petit Moniteur.
La Petite Presse.
Le Petit Journal.

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

Allemagne

Berlin, 6 janvier.

M. de Contant-Biron a rendu visite, hier soir, à M. de Bismarck et a eu avec lui un long entretien.

Espagne

Madrid, 5 janvier, soir.

Le journal Argos dit qu'au cas probable où le d^e de Sagasta ne se serait pas amélioré demain, l'amiral Topete prendrait l'intérieur de la présidence, et M. Colmenares l'intérieur de l'intérieur.

D'après la même feuille, le gouvernement aurait été informé des tentatives de désordre devant avoir lieu prochainement.

Le conseil des ministres, dans sa réunion d'aujourd'hui, aurait fixé la date de la réouverture des Cortès. La décision serait soumise au roi demain, et la Gazette officielle publierait après-demain le décret de convocation.

La date de la réouverture serait fixée du 15 au 18 janvier.

La Correspondencia croit que le gouvernement déclarera la législature actuelle terminée et convoquera une nouvelle législature.

Plusieurs journaux confirment le bruit que le maréchal Espartaco refuse d'accepter la dignité de prince de Vergara.

Madrid, 6 janvier.

L'Imparcial dit que les ministres ont décidé hier de soumettre aujourd'hui à l'approbation du roi un décret déclarant la législature de 1871 terminée, et convoquant pour le 20 janvier la législature de 1872.

Le duc de Sesto est parti hier pour Paris.

Italie

Rome, 5 janvier.

L'Italie dément le bruit que le gouvernement italien ait demandé le rappel du comte d'Harcourt, et que la France ait insisté pour obtenir le remplacement de M. Nigra.

Turquie

Constantinople, 5 janvier, soir.

Le baron de Prokesch-Osten, ambassadeur d'Autriche à Constantinople, est parti aujourd'hui pour Trieste. Le conseiller d'ambassade, M. Mayer, remplit l'intérim jusqu'à la nomination d'un nouveau titulaire.

L'honorable M. G. Elliot, ambassadeur d'Angleterre, part lundi en congé. Le secrétaire d'ambassade M. Rumbold reste chargé des affaires. (Agence Havas.)

PARIS, DIMANCHE 7 JANVIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

Les premières nouvelles qui nous arrivent des diverses sections de vote sont peu favorables. Il n'y a point d'empressement autour des urnes, même à Belleville, où, d'habitude, le scrutin est animé. Nous ne voulons point désespérer encore, et nous

faisons un dernier et suppliant appel à tous les conservateurs. La journée est décisive pour Paris, décisive, peut-être, pour l'ordre et la paix de la France. Qui sait qu'elle entreprise, à quelles extrémités un nouveau succès pourrait porter le parti radical ? A-t-on déjà oublié avec quelle incroyable audace les adhérents honteux de la Commune ont relevé la tête après le vote si regrettable du 2 juillet ? Depuis cette époque, on a vu se multiplier par toute la province, les apologies de la Commune ; on a vu les journaux rouges insultant l'Assemblée, traiter de « bourreaux », d'« hommes altérés de sang » les membres de la commission des grâces ; des menaces d'agitation ont éclaté sur divers points du territoire. L'élection de M. Victor Hugo serait assurément le signal de tentatives de plus en plus criminelles. Et pourtant M. Victor Hugo sera nommé si les bons citoyens s'abstiennent ! Qu'ils y songent ! Qu'ils songent à la terrible responsabilité qui pèserait sur eux si ce malheur arrivait ! Et que tous s'empressent d'aller voter.

Le Journal officiel de ce matin publie une longue circulaire adressée par M. le garde des sceaux, ministre de la justice, à MM. les procureurs généraux près les cours d'appel, et relative à la loi sur le mode d'élection et la composition des tribunaux de commerce, votée par l'Assemblée nationale, le 21 décembre dernier, et publiée par M. le président de la République, le 22 du même mois.

M. le ministre de la justice invite MM. les procureurs généraux à veiller à ce que la mise à exécution de cette loi soit aussi prompte que possible. Il leur indique l'esprit sage et libéral qui a dicté les résolutions de l'Assemblée, et passe en revue la série des formalités dont ils auront à assurer l'accomplissement.

Nous ne suivons point M. le ministre de la justice dans ce long exposé. Chacun des actes qu'il renferme a été, dans ce journal, l'objet d'une étude spéciale, au fur et à mesure que l'Assemblée nationale les a mis en délibération.

Nous publions plus loin le texte du rapport fait par M. Boreau-Lajanadie, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi déposé par le garde des sceaux et ayant pour objet de demander à l'Assemblée nationale l'autorisation de poursuivre divers journaux, inculpés d'avoir commis le délit d'offense envers elle.

M. Boreau-Lajanadie traite d'abord à fond la question de droit. Il démontre que les lois dont M. le garde des sceaux demande l'application et qui remontent au 17 et au 26 mai 1819 n'ont jamais été abrogées, et que, par conséquent, l'Assemblée nationale de 1871, comme toutes les Assemblées qui depuis cinquante ans ont représenté le pouvoir législatif du pays, reste protégée par leurs dispositions.

M. Boreau-Lajanadie examine ensuite la question d'opportunité qu'il résout également par l'affirmative. Nous signalons particulièrement à nos lecteurs le passage où il affirme la solidarité de l'Assemblée avec la commission des grâces.

« Nous n'avons pas cru, dit-il, devoir nous préoccuper de ce que le plupart de ces articles s'adressent moins à l'Assemblée nationale qu'à la commission des grâces : la commission des grâces, en effet, a été élue par l'Assemblée et choisie dans son sein ; elle en a les pouvoirs, en exerce les droits, peut en revendiquer les garanties, et lorsqu'elle est offensée, l'offense réjaillit sur l'Assemblée tout entière, dont elle est la représentation. »

Le rapport de M. Boreau-Lajanadie conclut finalement à ce que l'Assemblée autorise les poursuites contre dix journaux de province dont nos lecteurs trouveront plus loin la nomenclature.

Une difficulté assez grave vient de s'élever entre le gouvernement français et la

régence de Tunis, au sujet d'un augmentement des droits de douane d'importation, édictée par le bey, contrairement aux stipulations des traités de 1824 et 1830.

Le gouvernement français paraît disposé à donner son adhésion au projet primitif — projet qui date de 1870 — du gouvernement tunisien, d'élever de 3 à 80/0 les droits d'importation sur les marchandises étrangères. A vrai dire, il ne pourrait faire autrement sans se mettre en contradiction avec ses propres projets protectionnistes. Le bey allègue que l'augmentation des tarifs de douanes de la Régence lui est absolument indispensable pour suffire au paiement des termes de la dette tunisienne. Notre gouvernement ne songe-t-il pas à demander de même à nos droits d'importation une large contribution au paiement de notre dette ?

Mais, depuis 1870, les prétentions du bey ont changé. Ce n'est pas un droit de 80/0, mais bien un droit de 100/0, qu'il a, par un récent décret, établi sur les marchandises étrangères. Ce dernier taux semble inacceptable à nos ministres des affaires étrangères et du commerce ; des représentations vont être adressées au gouvernement tunisien.

Selon toute vraisemblance, d'ailleurs, le bey, qui a dû être très frappé de l'émotion produite par cette mesure sur les corps des notables et des commerçants français établis en Tunisie, abaissera les nouveaux tarifs à un chiffre qui n'impose pas une charge trop considérable au commerce étranger.

L'industrie tunisienne, quoique assez active, se borne à un nombre d'articles infiniment restreint ; d'autre part, cependant la Tunisie fait un très grand commerce avec l'intérieur de l'Afrique ; il lui est donc absolument impossible de se passer du plus large appoint des produits européens.

CATHOLICISME ET RATIONALISME

Nous trouvons dans le Courrier de France, sous la signature de M. Fray, d'excellentes réflexions au sujet de la nomination par les bureaux de commissaires hostiles au projet de M. Jules Simon. Suivant notre confrère cette regrettable manifestation serait en partie dirigée contre la personne du ministre de l'instruction publique.

M. Jules Simon n'a pas l'oreille de la chambre ; on lui reproche amèrement ses anciens amis et alliés, ses opinions d'autrefois, son vote dans l'opposition et dans le gouvernement du 4 septembre ; on lui fait maintenant un crime de l'habileté qu'il a longtemps déployée pour conquérir la popularité ; enfin, presque tous les journaux annoncent malicieusement son départ ou le réclament hautement. M. Jules Simon avait résisté à toutes ces attaques, grâce à une réserve silencieuse qui ne donnait guère de prise. Mais aujourd'hui il présente un grand projet de loi, il propose une réforme d'une immense importance ; l'occasion n'est-elle pas bonne pour le renverser.

S'il était vrai que la majorité de la Chambre obéît, dans une question de cette gravité, à des sentiments aussi mesquins, son hostilité, encore que naturelle, contre le dernier des hommes du 4 septembre lui ferait à ce point perdre de vue les intérêts du pays, on ne saurait trop la blâmer.

Mais nous ne pouvons croire à tant de légèreté. Il est possible que le nom de M. Jules Simon soit un épouvantail pour de certaines personnes ; que ses opinions d'autrefois lui fassent tort auprès des conservateurs ; mais sa personnalité n'est pas seule en cause. Au fond du débat, et c'est ce qui fait sa gravité, il y a une question religieuse.

Les dissidences politiques s'oublient parfois, dit M. Fray, et nous avons vu souvent, dans l'Assemblée, tous les partis s'unir dans une même pensée de patriotisme ; mais les dissidences reli-

gieuses ne s'oublient pas... Le catholicisme et le rationalisme se disputent l'éducation de la jeunesse depuis de longues années. Chacun des deux combat tour à tour pour la liberté contre le monopole de son adversaire, pour le monopole contre la liberté de son adversaire ; chacun des deux invoque ou repousse tour à tour l'intervention toute puissante de l'Etat, selon que l'Etat paraît pencher vers la foi ou vers l'incrédulité.

Cela est malheureusement vrai : toute question d'éducation se complique d'une question religieuse ; il en ira de la sorte tant que la séparation de l'Eglise et de l'Etat, partant de l'Ecole et de l'Eglise, ne sera pas un fait accompli.

ALBERT DURUY.

La commission qui a été nommée pour examiner le projet de loi de M. Jules Simon sur l'instruction primaire a tenu hier sa première réunion pour se constituer.

Mgr Dupanloup a été élu président, M. de Corcelle a été nommé vice-président, et M. le comte Des Bassays de Richemont a été choisi pour secrétaire.

On télégraphie de Paris au Times, le 6 janvier :

Les élections en Corse sont fixées au 4 du mois prochain.

Le gouvernement a abandonné l'idée d'envoyer M. Guyot-Montpuyroux comme ministre à Athènes.

Malgré la nomination d'une commission hostile au projet de M. Jules Simon, on pense que l'Assemblée adoptera le principe de l'enseignement obligatoire.

Le comte d'Arnim a fait une visite au duc d'Aumale et a eu hier une longue conversation avec lui.

Le duc d'Aumale est allé hier à Versailles pour remettre M. Thiers de son vote à l'Académie et il a passé la soirée avec lui.

LÉTTRES DE VERSAILLES

6 janvier.

L'Assemblée a entendu aujourd'hui le nouveau rapport de la commission du budget, relatif aux divers articles du projet du gouvernement, que le ministre des finances lui avait fait renvoyer dans une pensée de conciliation. M. Denost d'Azay monté à la tribune à la place de M. de Lavergne qui ne s'est point présentée depuis quelques jours de paraître à la Chambre, a dû lire, sur la demande de ses collègues, les dispositions auxquelles se sont arrêtés les commissaires.

En substance, la commission a cru devoir abandonner l'idée d'un *income tax* restreint, que son premier rapporteur, M. Casimir Périer, avait développé au nom de la majorité. Le vote par lequel la Chambre a repoussé le principe d'un impôt général sur le revenu, lui paraît trancher définitivement la question sur ce point. Le projet du gouvernement reste donc seul sur la brèche ; mais il n'est adopté que par la minorité de la commission. Le plus grand nombre pense que la taxe demandée par l'honorable M. Pouyer-Quertier sur les actions et obligations, éloignerait les capitaux, au détriment du pays entier, et notamment de l'agriculture ; ils font ressortir la nécessité de relever le crédit et de laisser à l'industrie et au commerce ses éléments nécessaires.

L'ardent M. Raudot demandait la discussion immédiate. Sur l'observation fort juste du président que l'on discuterait sans documents, on a renvoyé le débat à mardi.

Les rapports de pétitions vont commencer, et chacun prépare sa patience pour cette longue épreuve qui n'a d'ordinaire des propriétés dormitives. Mais on avait compté sans M. de Lorgery. Vous connaissez ce modèle de *journalisme* français, homme sincère d'ailleurs, mais exalté autant que gros et rouge. Il me rappelle les tableaux d'Hogarth représentant des têtes colorées et joyeuses des gentilshommes de campagne qui se balançaient si bravement contre les austères puritains de Cromwell. Mais, ce que leurs descendants ont religieusement conservé, l'amour de la Constitution, M. de Lorgery ne semble l'avoir qu'à demi.

Par une singulière coïncidence qui pourrait

passer pour une préméditation, l'éclaircissement de l'extrême droite avait été chargé de rapporter une série de rapports, posant tous des questions plus brûlantes les unes que les autres. L'un demandait l'affirmation solennelle de la République ; l'autre la restauration de la monarchie ; la dissolution de l'Assemblée faisait l'objet de plusieurs autres. M. de Lorgery, tout en proposant l'ordre du jour pour chaque rapport, le fait précéder de considérations fort variables.

Il ne cache point ses sympathies pour les bons citoyens qui veulent la restauration monarchique en demandant la restauration monarchique. Quant à la République, il a beaucoup de respect pour l'engagement qu'il a signé avec tous ses collègues, en votant la proposition Rivet. Mais qu'il a voulu déclarer la Chambre en prorogant les pouvoirs du chef du pouvoir exécutif ? Consolider le provisoire, en laissant la porte ouverte à toutes les espérances, à toutes les compétitions légitimes : M. Thiers a été nommé président de la République, mais d'une République provisoire.

Ces appréhensions, que M. de Lorgery appuie de la pantomime la plus énergique, dépassent le calme et la raison froide qui devraient présider aux considérations d'un simple rapport. La gauche l'entend ainsi et se met en devoir de protester. MM. Lepère, Bamberger se succèdent à la tribune pour affirmer la République à sa tribune ; M. Girault vient à opposer une opinion contraire et soutient qu'il n'a accepté, comme M. de Lorgery, le contrat constitutionnel que *sub conditione*.

M. de Lorgery, qui n'a point épuisé son sujet et conserve encore devant lui un nombre redoutable de rapports, reprend la lecture de ses considérations, toujours aussi vigoureuses. Ce n'est pas le moyen de calmer la gauche, qui paraît, à partir de ce moment, saisie d'un agacement qui va jusqu'à l'irritation. Les interpellations se croisent au pied de la tribune : MM. Ducuing et Brisson parlent tour à tour sans se faire entendre. Enfin, le président, mais un peu tard, parvient à rappeler, en quelques mots, la Chambre au sentiment de la dignité. M. de Lorgery n'en reste pas moins victorieusement à la tribune et continue sa lecture.

M. de Belcastel nous adresse la lettre suivante, que nous nous empressons de reproduire, sans partager toutefois les illusions de l'honorable membre de l'Assemblée publique concernant l'obligation, système qui n'a rien à faire avec le communisme payen ou moderne :

Versailles, 5 janvier 1872.

Monsieur le rédacteur, Je lis dans votre numéro de ce soir que dans le second bureau, pour la loi de M. Jules Simon sur l'instruction primaire, M. de Gaslonde avait été nommé commissaire contre M. de Belcastel.

Permettez-moi de vous dire que votre correspondant a été mal informé. Je ne sache point que M. de Gaslonde, lequel a parlé après moi, ait dit un seul mot pour me combattre, et j'étais loin de me douter en lui donnant ma voix que je votais contre moi-même. Cela n'est pas plus exact aujourd'hui qu'avant hier.

La vérité, la voici : J'avais saisi la loi corps à corps dans la pensée générique qui est le gouvernement des âmes par l'Etat-instituteur, et dans son instrument principal qui est l'obligation coercitive. Je l'avais combattue en bloc comme oppressive, dangereuse et inutile, et signalé comme une forme de césarisme, comme un retour de vingt siècles en arrière vers le communisme païen des vieilles républiques.

M. de Gaslonde s'est contenté de démolir la loi pièce à pièce. Mais après ses coups de pioche successifs et savamment gradués, il ne restait assurément guère plus de cette malheureuse loi qu'après le coup de béliard dont j'avais pris l'initiative.

Au fond, la pensée était semblable : protéger l'école contre l'invasion de la morale indépendante, et garder l'enfant, cette chose doublement sacrée comme innocente et comme germe vivant de l'avenir, sous la tutelle de la morale chrétienne.

La méthode, la science et la parole de M. de Gaslonde ont été au bureau ; elles ne m'ont pas déçu, vous le voyez.

Souffrez donc que je résume pour aujourd'hui l'honneur d'une défaite au service de

la bonne cause. Puisqu'elle a été victorieuse, je n'ai pas été vaincu ; et puisque en me nommant vous avez bien voulu me donner la parole dans vos colonnes, laissez-moi renvoyer au 3^e bureau l'honneur tout entier d'avoir affirmé, par l'excellent choix de M. de Gaslonde, les principes religieux et sociaux que je sers avec lui, et au nom desquels sera bientôt conduite, avec ou sans honneur, la loi infortunée, timide, mais perfide, essai du programme révolutionnaire.

Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, l'expression de ma considération la plus distinguée

GABRIEL DE BELCASTEL, Député de la Haute-Garonne.

Une Lettre de M. de Gramont

Paris, ce 5 janvier 1872.

Le Journal de Paris a reçu la lettre suivante, que nous nous empressons de publier :

Paris, ce 5 janvier 1872.

Monsieur le rédacteur en chef, On vient de me faire lire dans le numéro de ce soir du Journal de Paris les lignes suivantes : « La commission d'enquête du 4 septembre a entendu hier la fin de la déposition de M. de Gramont. L'ancien ministre des affaires étrangères de l'empire s'est efforcé de rejeter toute la responsabilité de la guerre sur M. Benedetti. » Permettez-moi de vous dire que vous avez été mal informé. Je n'ai pas cherché à rejeter sur M. Benedetti la responsabilité de la guerre. Je compte sur votre obligeance pour vouloir bien insérer cette rectification dans votre plus prochain numéro.

Veuillez agréer, Monsieur le rédacteur en chef, l'assurance de mes sentiments distingués. Duc de Gramont.

Notre bonne foi, dans cette occasion, a été surprise, dit le Journal de Paris. Nous n'avons été que l'écho d'un bruit qui était universellement accepté, à Versailles, avant-hier, comme l'expression de la vérité. Depuis, nous avons appris que ce bruit était complètement inexact.

M. de Gramont, loin de tenir le langage que le rumeur publique lui avait prêté, s'est exprimé, au contraire, de manière à couvrir complètement la responsabilité de ses anciens subordonnés, et la commission d'enquête lui a su beaucoup de gré de cette attitude pleine de dignité.

Nous recevons la lettre suivante :

7 janvier 1872.

Monsieur le rédacteur en chef, Je viens de prendre connaissance du numéro de vendredi de la Liberté ; je m'y trouve mis en scène, par suite d'une double erreur que je vous prie de rectifier.

Je n'ai été faire aucune visite à M. Guizot, à l'occasion de l'élection de M. Littré, dont je ne lui ai jamais parlé. Mgr l'évêque d'Orléans n'a jamais reçu de moi ni sur son banc à l'Assemblée nationale, ni ailleurs, des félicitations à l'occasion de sa lettre de démission de membre de l'Académie, qui m'a, au contraire, paru regrettable. Je n'ai même pu me mêler que de ce qui me regardait, et de ce que j'ai pu faire pour intervenir dans les élections de l'Académie française.

Je compte sur votre loyauté pour insérer ma lettre dans votre plus prochain numéro et je vous prie d'agréer l'assurance de ma considération la plus distinguée.

ANTONIN LÉFÈVRE-PONTALIS,

Député de Seine-et-Oise.

Notre loyauté nous faisait un devoir d'insérer la lettre de M. Antonin Lefèvre-Pontalis. Ce n'est point lui, en effet, mais bien M. André Lefèvre-Pontalis que nous avions voulu désigner comme l'auteur de la visite à M. Dupanloup.

Ceux de nos lecteurs qui connaissent MM. Lefèvre-Pontalis n'ont pu s'y méprendre : M. Antonin Lefèvre-Pontalis siège à gauche, et signait, sous l'Empire, les manifestes de la gauche avancée ; M. André Lefèvre-Pontalis, au contraire, siège à droite et est un des défenseurs les plus bruyants de la légitimité.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

REORGANISATION DE L'ARMÉE

La commission qui s'occupe de la réorganisation de l'armée vient de terminer l'examen des articles du projet qui concernent les engagements et les rengagements.

Elle a décidé qu'on admettra des engagements d'appel à partir de l'âge de dix-huit ans, quand

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

DU 8 JANVIER

LE GATEAU DES ROIS

PETITE COMÉDIE

Personnages :

M. ADOLPHE, bourgeois de Paris.
M^{me} ÉCLOPÉE.
M. MIRACLE, propriétaire, à Chambord.
M. PHILIPPE, jeune homme bien élevé.
LE DUC DE CHASSETROP, de l'Académie française, son oncle.
UN GÉNÉRAL MASQUÉ.
M. LÉON, commis-voyageur en insurrection.
M. LITTRÉ.
UN MÉDIANT.
UN CRIEUR.

La scène se passe dans la salle à manger de M. Adolphe. Un énorme gâteau, coupé par tranches, est sur la table. Tout en causant, les convives se considèrent avec des yeux avides.

SCÈNE UNIQUE

M. ADOLPHE. — Messieurs, voici le gâteau qui m'a été confié. J'ai fait serment de le garder intact jusqu'au jour où vous seriez appelés à vous disputer la fève : j'ai été fidèle à mon serment.

Tous les convives. — Très bien ! Très bien !

M. ADOLPHE (avec bonhomie). — Mon Dieu, je ne vous cacherais pas que bien souvent j'ai eu quelques tentations d'y donner quelques coups de dents.

M. LÉON. — C'est assez naturel.

M. ADOLPHE. — Ne m'interrompez pas ; vous calomniez le pays. Mais, messieurs, j'ai résisté. Une chose m'a retenu.

M. LÉON (bas au général). — Il n'a plus de dents.

LE GÉNÉRAL MASQUÉ. — Il n'en eut jamais, il n'est pas militaire.

M. PHILIPPE. — Ça a dû le gêner beaucoup.

LE DUC DE CHASSETROP. — Mon neveu, taisez-vous !

M. ADOLPHE. — Cette chose, messieurs, c'est le devoir. (Très bien !) Mais, messieurs, avant de vous livrer ce dépôt sacré, je vous dois la vérité, toute la vérité.

M. LÉON. — Il va venir.

M. PHILIPPE. — Est-ce possible ?

LE DUC DE CHASSETROP. — Mon neveu, taisez-vous !

M. ADOLPHE. — Sans la vérité, il n'est pas de confiance ; sans confiance, pas de pouvoir stable. Aussi la vérité est-elle la seule chose que je ne marche pas.

M. LÉON. — Pour ce qu'elle lui coûte.

M. PHILIPPE. — On le dirait intéressé.

LE DUC. — Taisez-vous, mon neveu !

M. ADOLPHE. — La vérité, messieurs, c'est que ce gâteau est une galette.

M^{me} ÉCLOPÉE. — Ah ! vous n'êtes pas gaillard ; c'est moi qui ai préparé ce gâteau de mes mains endolories.

M. PHILIPPE. — Quoi ! chère madame, c'est vous qui... dans l'état où vous êtes ?

LE DUC. — Il ne se taira pas.

M. ADOLPHE. — A minuit, c'est-à-dire dans cinq minutes, nous allons tirer les parts, et après, comme Pilate, je m'en laverai les mains.

M. MIRACLE (réveur). — Peut-être vaudrait-il mieux les laver avant.

LE DUC. — Taisez-vous, mon neveu ! (S'apercevant de sa méprise.) Oh ! pardon, mon oncle !

M. PHILIPPE. — Chère madame, vous êtes donc bien malade ?

M^{me} ÉCLOPÉE. — J'ai tant souffert !

LE GÉNÉRAL MASQUÉ. — Madame n'est pas malade du tout ; elle est blessée. On ne meurt pas pour quelques blessures.

M. LÉON. — Qu'en savez-vous ?

M. MIRACLE. — Nous possédons quelque vieux secret de famille. Si vous le voulez, je daignerais...

M. ADOLPHE (vivement). — Madame n'a pas les écorchées !

M. MIRACLE. — Sous notre aïeul Louis l'Étranger, vous auriez appris, monsieur, à vos dépens, qu'il n'y a pas loin de Versailles à la Bastille.

LE GÉNÉRAL MASQUÉ. — Deux heures par le chemin de fer américain.

M. MIRACLE. — Richelieu, qui n'était qu'un prêtre, y envoyait des princes du sang.

M. LÉON. — Pas assez.

M. MIRACLE. — Oui, madame, nous vous soulageons. Que vous faut-il ? du linge blanc, des soins, un système régulier, une vie tranquille comme jadis.

M. ADOLPHE. — Pardon, pardon, vous avez confiance ou vous n'avez pas confiance en nous : si vous avez confiance, attendez que les parts soient tirées, que diable !

LE GÉNÉRAL MASQUÉ. — Ah ! sapristi, belle dame, que vous devez regretter vos vingt dernières années !

M^{me} ÉCLOPÉE. — Les deux dernières ont été si tristes, général. Mon sang répandu presque sans gloire, mon déshonneur presque sans excuses. Voici deux années qui ont chassé de ma mémoire ce qu'il pouvait y avoir de

les jeunes engagés offrirent certaines conditions que l'on détermina ultérieurement.

Les simples soldats pourraient se rengager, quand ils en auront obtenu l'autorisation, à raison de leur bonne conduite et de leur capacité, jusqu'à l'âge de vingt-neuf ans. Les sous-officiers, eux, pourront se rengager jusqu'à l'âge de trente-deux ans.

En un mot, le système de la commission n'est pas d'admettre des engagements volontaires de la nature de ceux que permettait la loi de 1833, mais bien de faire que l'armée reçoive seulement des hommes présentant quelques garanties.

Le service obligatoire appliqué toutes les classes, il est évident qu'un des corollaires de ce système doit être de ne garder dans l'armée que les hommes qui ont une certaine valeur.

La commission a continué ensuite la discussion de l'article 30, qui est relatif au contingent à appeler sous les drapeaux chaque année.

Les uns voudraient que tous les hommes du contingent fussent pris en même temps. D'autres seraient d'avis qu'on n'appellât sous les drapeaux qu'un dixième du contingent annuel, en se basant sur les ressources budgétaires de la France.

Les généraux Chanzy, Billot, Ducrot, MM. Sarcelle, Béhémont, de Moray, de Chasseloup-Laubat ont pris part à cette discussion.

La commission a renvoyé à la prochaine séance la suite de la discussion sur l'article 30.

FORMATION DES BUREAUX

Hier les députés étaient convoqués dans leurs bureaux, avant la séance publique, afin de nommer les présidents et secrétaires des bureaux, et pour nommer les quatre commissions mensuelles : 1^{re} des pétitions, 2^e des congés, 3^e d'intérêt local, et 4^e la commission d'initiative parlementaire.

Voici comment les bureaux se sont organisés : 1^{er} bureau. — Président, M. Villet; secrétaire, M. Dugué.

2^e bureau. — Président, M. Moulin; secrétaire, M. de Raimville.

3^e bureau. — Président, M. Larrieu; secrétaire, M. Acloué.

4^e bureau. — Président, M. Kolb-Bernard; secrétaire, M. Costa de Beauregard.

5^e bureau. — Président, M. Martel; secrétaire, M. Amédée Lefèvre-Pontalis.

6^e bureau. — Président, M. le comte de Bouillé; secrétaire, M. Arthur de Chabaud-Latour.

7^e bureau. — Président, M. de Lestapis; secrétaire, M. Folliet.

8^e bureau. — Président, M. le général Charot; secrétaire, M. de Salvandy.

9^e bureau. — Président, M. Charton; secrétaire, M. Cernot.

10^e bureau. — Président, M. Dupanloup; secrétaire, M. Paul Bourgeois.

11^e bureau. — Président, M. de Broglie; secrétaire, M. Lestourgie.

12^e bureau. — Président, M. le comte Rampon; secrétaire, M. Wilson.

13^e bureau. — Président, M. le général de Chabaud-Latour; secrétaire, M. Alfred Girard.

14^e bureau. — Président, M. le général Frébault; secrétaire, M. Villain.

15^e bureau. — Président, M. de Corcelle; secrétaire, M. Desjardins.

Les trente députés élus pour faire partie de la commission d'initiative parlementaire sont MM. le marquis de Dampierre, Montel, de Labastide, de La Boderie, Aimé Leroux, Scheurer-Kestner, Delille, de Fourton, Serph, Lallier, Savoy, de Sugny, Vachet, Marguier, Alexandre Brissot, Hévre, Audren de Kerdrel, Bottequin, de Cazenove de Prades, Albert Grévy, de Ventavon, le marquis de Melville, le comte de Melun, Tribert, Billy, de Mailly, Gohlet, Beyer et de Lamellerie.

Voici la liste des journaux contre lesquels la commission de l'Assemblée nationale demande qu'il soit dirigé des poursuites sous l'inculpation d'offenses envers l'Assemblée :

1^{er} Le *Républicain de Tarn-et-Garonne* (numéro du 25 novembre 1871).

2^e L'*Indépendance de Savoie* (numéro du 2 décembre 1871).

3^e Le *Phare de la Loire* (numéros du 30 novembre, des 3 et 5 décembre 1871).

4^e L'*Indépendant de la Charente-Inférieure* (numéros des 2, 5, 7 et 9 décembre 1871).

5^e La *Republique de Montpellier* (numéro du 21 novembre 1871).

6^e L'*Avenir d'Alsace* (numéro du 2 décembre 1871).

7^e Le *Reveil de Lot-et-Garonne* (numéros des 1^{er}, 2, 3 et 4 décembre 1871).

8^e Le *Patriote savoisien* (numéros des 30 novembre et 1^{er} décembre 1871).

9^e Les *Travailleurs de la Rochelle* (numéros des 3 et 10 décembre 1871).

10^e Le *Republican de l'Aveyron* (numéro du 7 décembre 1871).

MM. Schœlcher, Mahy, Brelay, L. Blanc, Laureat, Pichat, Dréo, Gail, Ecquerre, de La Motte, La Serre, Rathier, Scheurer-Kestner, Tolain, Gené, Ferrouillat, Durieu, Corbon, Leprieux, Millard, Tiffet, Rouvier, Ordinaire, Daumas, Godin, Sadi-Carnot, Carnot père, Boyssat, Tiersot, A. Naquet, ont déposé la proposition suivante :

Article unique. — La peine de mort est abolie en toute matière.

L'affiche suivante a été placardée hier dans différents quartiers de Paris :

Chacun de nous comprend que la forme du gouvernement n'a pas été encore définitivement arrêtée, et qu'il appartient à l'Assemblée de s'exprimer catégoriquement sur les destinées du pays.

Il faut à la France un homme à volonté ferme, imbu des idées libérales, mais sage, de son époque, un homme qui, par l'autorité du nom et l'honorabilité de son caractère, conduise le pays à l'ordre, à la liberté, à la revendication.

Princes d'Orléans, si vous devez remplir ce grand devoir, cette patriotique mission, ouvrez le vote et l'on vous suivra.

La France ne saurait rester plus longtemps dans une situation non définie, sans voir tous ses intérêts gravement compromis.

Je fais appel aux hommes d'initiative; le pays ne demande qu'à les acclamer.

C'est au nom de la patrie que nous devons nous unir dans l'ordre, au nom de la France, qui, toujours debout, attend de la sagesse du peuple de la relever de ses dévastations matérielles et morales.

P. ROUSSOT, Ex-commandant du 132^e bataillon, chef de légion, candidat patriote.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Les dernières nouvelles que nous apportent les journaux et nos correspondances des départements signalent, dans les centres d'action électorale, une recrudescence d'animation qui paraît accrue de plus en plus l'importance spéciale du scrutin d'aujourd'hui.

De toutes parts, la propagande a pris des proportions fiévreuses; et les comités et les journaux qui, dans deux ou trois collèges, se sont bornés à prêcher l'abstention ne montrent pas moins d'ardeur que les patrons des candidatures républicaines ou monarchiques.

La polémique des journaux est même arrivée à un tel diapason que la lutte menace de se transporter devant les tribunaux, dès que le scrutin aura prononcé.

Déjà un des candidats républicains du Nord, M. Soins, conseiller municipal de Lille, vient d'attaquer le journal *la Vraie France* devant le tribunal correctionnel de la même ville, à raison d'un article considéré comme diffamatoire par M. Soins.

Le *Propagateur de Lille* serait également poursuivi pour avoir reproduit l'article en question.

D'autre part, on mende de Nîmes que l'agitation électorale est à son comble dans toute l'étendue du département du Gard, où l'on n'a point souvenir d'avoir jamais vu les partis se livrer à une propagande aussi active.

Les membres du conseil général, républicains et légitimistes, rivalisent d'ardeur pour le triomphe de leur candidat respectif; et, grâce à l'énergie déployée de côté et d'autre pour combattre l'abstention, on estime que, dans le département du Gard, cent mille électeurs au moins prendront part au scrutin.

On nous signale également ce détail caractéristique de l'attitude des légitimistes et des orléanistes : ceux-ci, plutôt que de voter pour M. Paul Benoist-d'Azay, candidat légitimiste, ont voté pour le candidat républicain, M. Louis Saget, président du conseil général.

C'est-à-dire la petite manœuvre du parti monarchiste, destinée à atténuer d'avance l'échec très possible de leur candidat? Toujours est-il que le fait est annoncé à son de caisse par les principaux journaux de la contrée.

Dans tous les autres départements, sauf le très petit nombre de ceux où les comités monarchiques n'ont pu trouver aucun candidat, il est probable que les électeurs tiendront largement compte des patriotiques exhortations contenues dans la récente circulaire de M. Casimir Périer, relativement à l'accomplissement de leurs devoirs civiques.

tation électorale est à son comble dans toute l'étendue du département du Gard, où l'on n'a point souvenir d'avoir jamais vu les partis se livrer à une propagande aussi active.

Les membres du conseil général, républicains et légitimistes, rivalisent d'ardeur pour le triomphe de leur candidat respectif; et, grâce à l'énergie déployée de côté et d'autre pour combattre l'abstention, on estime que, dans le département du Gard, cent mille électeurs au moins prendront part au scrutin.

On nous signale également ce détail caractéristique de l'attitude des légitimistes et des orléanistes : ceux-ci, plutôt que de voter pour M. Paul Benoist-d'Azay, candidat légitimiste, ont voté pour le candidat républicain, M. Louis Saget, président du conseil général.

C'est-à-dire la petite manœuvre du parti monarchiste, destinée à atténuer d'avance l'échec très possible de leur candidat? Toujours est-il que le fait est annoncé à son de caisse par les principaux journaux de la contrée.

Dans tous les autres départements, sauf le très petit nombre de ceux où les comités monarchiques n'ont pu trouver aucun candidat, il est probable que les électeurs tiendront largement compte des patriotiques exhortations contenues dans la récente circulaire de M. Casimir Périer, relativement à l'accomplissement de leurs devoirs civiques.

M. de Freycinet adresse la lettre suivante au journal *la France* :

Paris, le 6 janvier 1872.

Monsieur le rédacteur,

Dans la *France* d'hier, je vous ai étonné mon nom figurant comme candidat aux prochaines élections dans le Var.

Tout en étant fort sensible à la mention bienveillante qui accompagne cette inscription, je ne puis m'empêcher de rectifier l'erreur qui y a donné lieu. Je n'ai pas été et ne suis pas candidat dans le Var.

Aggréé, etc.

G. DE FREYCINET.

LES ACTES OFFICIELS

On lit dans le *Journal officiel* :

Le Président de la République a reçu aujourd'hui la lettre par laquelle S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie, lui notifie la naissance de l'archiduc Albert-Salvator, fils de S. A. I. l'archiduc Charles-Salvator et de S. A. I. l'archiduchesse Marie-Immaculée.

Le Président a également reçu la réponse de S. M. le roi des Belges aux lettres qui ont mis fin à la mission que M. le baron Baude remplissait à Bruxelles, en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République.

Par décret du 30 décembre 1871, rendu sur la proposition du ministre de la marine et des colonies, M. Le Clos (Marie-Alexandre), commissaire-adjoint de la marine, ordonnanceur aux îles Saint-Pierre et Miquelon, a été nommé commandant particulier de Nossi-Bé, en remplacement de M. Ventre de la Toulloubre, appelé au commandement supérieur de Mayotte et dépendances.

LES ÉLECTIONS

Il est impossible de se dissimuler que la population parisienne vote depuis ce matin sans aucune espèce d'enthousiasme. Nous avons parcouru plusieurs quartiers; à la porte des ministres, les distributeurs de bulletins et les gardiens de la paix causaient paisiblement politique.

M. Gagne, vêtu d'une grande redingote et accoudé dramatiquement contre un réverbère, fumait à grosses bouffées un cigare d'un sou à la porte de la mairie de la rue d'Anjou-Saint-Honoré. De temps en temps il prononçait ces trois mots d'une voix creuse : *Gagne ou Hugo!*

Les électeurs, en revanche, étaient assez nombreux à la mairie du 4^e arrondissement. Nous croyons pouvoir affirmer que c'est celui où il y aura le plus de votes.

Nous sommes restés un quart d'heure environ à la mairie du 3^e arrondissement, et c'est à peine si nous y avons vu entrer vingt-cinq électeurs.

Nous ne savons si le parti de l'abstention a triomphé dans les 1^{er} et 4^e arrondissements; mais le fait que nous avons constaté avec douleur, c'est que bien peu d'électeurs se sont présentés aux urnes de six heures à dix heures du matin. Il est vrai que ce n'est guère que vers midi que l'on commence à voter sérieusement dans ces deux arrondissements.

Deux mille cinq cents bulletins à peine étaient distribués à dix heures aux deux mairies de Saint-Sulpice et du 1^{er} arrondissement. Les moins à plaindre parmi tout ce monde qui s'occupe d'élections, ceux qui gagnent le plus facilement leur vie, sont sans contredit les porteurs de bulletins Victor Hugo. Quelle jolie sinécure! Peu d'électeurs en reçoivent, et nous avons été témoin, aux abords de la mairie, d'une petite scène qui s'est terminée au poste voisin.

— Citoyen, un bulletin Victor Hugo.

— Va donc, pétroleur!

— Eh quoi! pétroleur! Répétez, pour voir.

— Eh bien, oui, pétroleur!

Le porteur lâche alors son énorme paquet de bulletins, qui, emportés par le vent, courent en un instant la place tout entière, et tombe à bras raccourcis sur son interlocuteur, qu'il battait comme plat, lorsque deux agents ont séparé les combattants et les ont conduits à l'expliquer au poste le plus voisin.

Nous avons, dans ces deux arrondissements du moins, la certitude que M. Vautrain, notre candidat, l'emportera à une forte majorité; mais ce que nous redoutons, c'est l'abstention, qui est à coup sûr la plus lourde faute de discipline que puissent commettre à cette heure certaines fractions du parti conservateur.

Dans le 10^e arrondissement, calme plat jusqu'à 9 heures. Les bulletins *Vautrain* sont dix fois plus nombreux que ceux de son concurrent; les amis de M. Victor Hugo n'attendent pas le succès dans cet arrondissement essentiellement modéré; du reste les distributeurs de bulletins des deux candidats ont l'air d'être les meilleurs amis du monde. Dans les cafés de la gare du Nord, où se réunissent d'habitude les sportsmen, on fait depuis hier soir une cote. Victor Hugo était assez délaissé; ce matin quelques demandes du Victor Hugo ayant été lancées, on a fait le poète-candidat à 3 contre 1.

Rue de Chabrol, un ivrogne enveloppé d'un énorme mac-farlane, veut entrer, quoique n'ayant pas de carte d'électeur, malgré l'agent, qui l'éloigne d'abord poliment, en lui faisant observer qu'il n'a pas de carte; c'est qu'il l'a perdue chez le marchand de vin, et il lui conseille de l'aller chercher. Devant l'in-

sistance de l'ivrogne, force fut de l'appréhender au collet; le chapeau roula et le mac-farlane entra ouvert laissant voir un costume de chiehard des plus débraillés. Notre électeur avait passé la nuit au bal de l'Opéra. Il a été conduit provisoirement... au poste.

Contre toute attente, Belleville est ce matin complètement tranquille. Il y a dans les rues moins de monde que dans les jours ordinaires. Sur les murs, les affiches des deux candidats sont fraternelles.

Un grand nombre de réunions et de nombreux discours ont eu lieu à la mairie et aux écoles, où sont installés les bureaux de vote, l'on voit à peine quelques rares passants. A la porte, deux hommes, les mains pleines de bulletins, causent amicalement, en attendant avec patience les électeurs. Nous entrons dans la cour de la mairie, et le distributeur des bulletins du citoyen V. Hugo nous en donne avec une telle libéralité, que nous ne pouvons nous empêcher de lui témoigner notre étonnement. « Prenez, prenez, monsieur, [nous répond-il] voyez-vous, ça vous servira toujours à quelque chose. »

A neuf heures le bureau de la mairie n'est pas encore constitué. Deux citoyens, dont nous n'avons pas pu connaître la qualité, sont là, et malgré les instances les plus vives et les plus pressantes, ne peuvent pas déterminer les électeurs hâtifs à s'élever avec eux. Un agent de la paix nous dit qu'il en est de même des autres bureaux. « Je pense que tout se passera bien aujourd'hui, ajoute-t-il; s'il y a du bruit, ce ne sera qu'à l'heure du dépouillement du scrutin. » Ce calme ne fait pas l'affaire des démagogues purs. On voit, en effet, ça et là, des hommes ornés de barbes et de chevelures comme les membres de l'Internationale seuls savent en porter, marcher à grands pas. Ils vont réchauffer le zèle endormi de leurs partisans; mais l'on voit, à leur mine allongée et quelque peu farouche, qu'ils ne réussissent pas au gré de leurs desirs.

C'est, comme à l'ordinaire, au Petit-Luxembourg que seront centralisés, à partir de huit heures du soir, les résultats des sections, réunis au préalable par les maires de chaque arrondissement. Le dépouillement général aura lieu, sous la surveillance de M. Hussen, dans la grande pièce qui fait l'angle gauche de la cour d'entrée. Il sera probablement terminé ce soir entre onze heures et minuit.

LE PROCÈS DE M. ULRICH

C'est le 11 janvier que vient devant le conseil de guerre l'affaire du journal *la Cloche* et de M. Louis Ulrich, qui, condamné à trois ans de prison et six mille francs d'amende, a été renvoyé, après cassation de l'arrêt, devant le 4^e conseil de guerre.

LA PRÉFECTURE DE POLICE AU THÉÂTRE

La liste des fonctionnaires et employés de la préfecture de police qui ont droit à leur entrée dans tous les théâtres de Paris, vient d'être arrêtée et communiquée aux directeurs. La voici :

MM. Léon Renault, préfet;

Fouquier, secrétaire général;

Bénot, chef de cabinet;

Kensler, chef de bureau;

Collet, chef du premier bureau du cabinet;

Naudin, chef adjoint;

Besangon, chef du secrétariat;

Gauthier de Noyelle, chef adjoint;

Ansart, chef de la police municipale;

Marselle, contrôleur général des services extérieurs.

LA COUR DU MAI, AU PALAIS DE JUSTICE

On ne saurait se faire une idée, sans l'avoir vue, de l'aspect étrangement pittoresque que présente depuis quelques jours la cour du Mai du palais de justice. De tous côtés, on ne voit que tables de diverses sortes, chaises, fauteuils, canapés, tapis, pendules, buvettes remplies de liqueurs, flambeaux, candélabres, cartes à jouer, que sais-je... On se croirait dans un magasin de bric-à-brac, ou dans une salle de l'hôtel Drouot, un jour de vente.

Tous ces objets mobiliers proviennent des saisies faites en ces derniers mois dans plusieurs tripots clandestins. On les a déposés à provisionnement. Plus tard, ils serviront de pièces de conviction — quelques-uns, du moins — et seront vendus ensuite aux enchères, au profit du Trésor.

En attendant, ils encombrant la cour du Mai, et celui qui passe là, sans être au courant de la provenance de tant d'objets, est très intrigué par cet amas de bibelots.

L'EMPEREUR DU BRÉSIL A LA CONCIERGE

Hier matin, à dix heures et demie, l'empereur du Brésil a visité le palais de justice et la prison de la Conciergerie. La visite a duré une heure environ, et ce qu'il a vu a semblé l'intéresser beaucoup. La grande salle, notamment, a attiré son attention, et il en a fait plusieurs fois le tour, accompagné du directeur qui lui donnait des renseignements historiques sur la Conciergerie et sur les prisonniers qui y ont été renfermés pendant la Commune. A une heure, Don Pedro était de retour au Grand-Hôtel. L'impératrice ne l'avait pas accompagné dans cette visite.

LE SOUS-INTENDANT BRISY

C'est aujourd'hui que le sous-intendant Brisy quitte la prison de Sainte-Pélagie. Il doit être conduit à la maison centrale de Nîmes. Brisy avait demandé à ne pas être confondu avec les voleurs et à être traité comme homme politique; mais cette faveur lui a été refusée. Brisy paraît, du reste, enchanté de quitter la Conciergerie. Il a demandé hier à voir le directeur et l'a remercié de la bonté que celui-ci lui a témoignée pendant son séjour en prison. Brisy sera accompagné à Nîmes par quatre agents du service de la sûreté.

UNE SINGULIÈRE CARICATURE

Hier, vers midi, sur la place Saint-Georges, s'était installé un petit marchand italien, qui offrait aux passants, moyennant cinquante centimes, des bustes fort ressemblants du président de la République. Deux sergents de ville vinrent à passer; ils examinèrent un instant l'étalage d'un air méfiant, puis, brusquement, intimèrent au petit marchand l'ordre de les suivre au poste.

Pourquoi ça, moussu? interrogea celui-ci avec des larmes dans la voix.

— Parce que vous vendez des caricatures, contrairement à la loi!

— Mais ce n'est pas une caricature; c'est le portrait de moussu Thiers.

— Ça, un portrait? fit un des agents d'un air horriblement sûr. Jamais! Je ne connais pas M. Thiers, mais il ne peut pas être comme ça.

Et le pauvre petit bonhomme dut aller au poste de la rue Drouot. Inutile de dire qu'il fut immédiatement relâché.

UN NOYÉ

Hier soir, à deux heures, un batelier a ramené sur le quai de la Mégisserie le corps

d'un homme qui flottait sur la Seine. L'état affreux de décomposition dans lequel se trouvait le cadavre indiquait un séjour de trois ou quatre mois au fond de l'eau.

Une partie du crâne était complètement rongée et ouverte; l'autre moitié était tout à fait déformée de cheveu. Les parties saillantes de la figure avaient disparu. Les mains étaient presque entièrement privées de leurs doigts.

Les habits, qui avaient dû être ceux d'une personne aisée, ne formaient plus qu'un tas de lambeaux.

Cette mort serait-elle le résultat d'un suicide ou d'un crime? L'un de ces deux cas seul est probable; car la chaîne et la montre d'argent que cet homme portait encore éloignent tout soupçon de vol.

Nous avons interrogé le batelier, qui nous a affirmé que c'était le septième noyé qu'il ramenait dans l'espace de quelques mois.

LES EFFETS DU HATCHIS

Hier, sur les quatre heures du soir, une foule considérable entourait un malheureux jeune homme, qui, après être resté plus d'une demi-heure sur un banc du boulevard Rochechouart, dans un état d'assourissement complet, parcourait le boulevard en donnant les signes d'une folie éminente.

Conduit immédiatement chez le commissaire de police du quartier, il se mit à divaguer, prononçant les discours les plus insensés, et passant subitement du froid le plus glacial à un état de sueur tel, que l'eau lui coulait à grosses gouttes du visage.

Un médecin ayant été appelé, on constata que Georges Duchemin était sous l'influence du hachis, et l'on décida que le mieux serait d'abandonner le sujet à l'effet du poison qu'il venait d'absorber, en prenant toutefois les précautions que nécessitent son état.

Au bout de quelques heures, le malheureux revenait à lui, dans un état d'affaiblissement qui l'empêchait de se tenir sur ses jambes; il fut transporté sur un brancard à son domicile de la rue du Temple.

La police a déjà surpris plusieurs individus faisant ouvertement le commerce de hachis, les mesures les plus sévères seront de rechef prises à cet égard.

DOUBLE SUICIDE

Hier, vers dix heures du soir, un homme et une femme se précipitaient en même temps dans la Seine; l'un du pont des Arts, l'autre du pont des Saints-Pères.

L'homme est un sieur Sébastien A..., âgé de trente-trois ans, tailleur, demeurant rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois. Il a été retiré vivant par le sieur François Sicard, patron du bateau à l'essive, situé en face du quai Malaquais. On s'est empressé de lui donner des soins dans ce bateau, mais bientôt il a rendu le dernier soupir.

La cause de cet acte de désespoir est restée ignorée.

La femme, âgée d'environ vingt-cinq ans, a été également repêchée vivante et conduite sur la frégate *Port-de-Mer*, où, malgré les secours qu'on lui a prodigués, elle a succombé au bout de quelques instants.

Elle n'avait sur elle aucun papier de nature à établir son identité, et à la suite des constatations, on a transporté son corps à la Morgue.

FEMME ÉCRASÉE PAR UNE CHIENNETTE

On a eu à déplorer plusieurs accidents occasionnés par le terrible ouragan qui s'est déchaîné sur Paris hier et avant-hier. — Un seul a entraîné la mort d'une pauvre femme dans les circonstances suivantes :

Hier, vers cinq heures du matin, le manège de cheminée de la maison occupant le n^o 7 de la rue Montorgueil, s'est détaché tout d'un coup, sous l'effet du vent, et, en tombant sur la chaussée avec grand fracas, a écrasé une malheureuse marchande qui se rendait à la halle avec une petite voiture à bras. Cette pauvre femme n'avait sur elle ni médaille ni papiers qui permettent d'établir son identité.

M. le commissaire de police du quartier, immédiatement averti, arriva sur les lieux, accompagné d'un médecin, et, après avoir procédé aux constatations d'usage, fit transporter le corps à la Morgue.

CONFESIONAL-ALBUM

Un des jeux favoris de l'empereur du Brésil consiste à distribuer à plusieurs personnes des cartons sur lesquels sont inscrites plusieurs questions auxquelles on doit répondre. Ce jeu, bien connu à Londres, et que l'on appelle le jeu du *Confessional-Album*, a l'avantage de vous mettre à même de connaître parfaitement le caractère des joueurs qui, tout au jeu, ne songent généralement pas à déguiser leur pensée.

Nous copions textuellement les demandes de ce confessional et les réponses qu'y a écrites de sa propre main l'empereur du Brésil :

Quel poète préférez-vous? — Lord Byron.

Quel musicien préférez-vous? — Beethoven.

Quel peintre préférez-vous? — Raphaël.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 6 janvier

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

A deux heures et demie, la séance est ouverte.

M. Hervé de Saisy dépose un projet de loi par lequel aucune commission ni remise ne seraient accordées aux agents du Trésor sur le produit des impôts qui auraient pour origine les malheurs que la dernière guerre a fait souffrir à la France. M. de Saisy demande l'urgence pour cette proposition et le renvoi à la commission du budget.

M. Pouyer-Quertier, ministre des finances, s'oppose à l'urgence. Les frais de perception, dit-il, n'ont pas été augmentés. Je demande que la question soit renvoyée à la commission du budget de 1872.

L'urgence n'est pas déclarée. La proposition est renvoyée à la commission d'initiative parlementaire.

M. Flottard dépose une proposition de loi relative à la suspension provisoire du décret du 1^{er} mars 1852, relatif à la limite d'âge pour les magistrats.

M. le président fait remarquer que la commission de la loi sur le projet.

M. Voinat appuie la demande de M. le garde des sceaux.

M. le président : En l'état, la proposition, si la déclaration d'urgence n'est pas prononcée, ne peut être renvoyée qu'à la commission d'initiative parlementaire. M. Flottard demande-t-il l'urgence pour sa proposition ?

Plusieurs voix : Non ! non !

En conséquence, la proposition est renvoyée à la commission d'initiative.

L'ordre du jour appelle la discussion d'un projet de loi ayant pour but de limiter au 31 décembre 1871 les effets de la loi du 21 avril 1871, sur les loyers.

Succèsivement et sans discussion, l'Assemblée adopte les articles et l'ensemble du projet de loi, ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — Toute action portée ou engagée devant les jurys spéciaux établis par la loi du 21 avril 1871, pour régler entre propriétaires et locataires de Paris et du département de la Seine les trois termes de loyers des mois d'octobre 1870, janvier et avril 1871, par les juges de paix, qui, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 21 avril 1871, ont été nommés dans le délai d'un mois à partir de la promulgation de la présente loi.

« Art. 2. — Si, pendant ce délai, les poursuites sont continuées, cette prescription courra à partir du dernier acte de procédure.

« Art. 3. — Les jurys spéciaux établis par la loi du 21 avril 1871 cesseront de se réunir après le 31 mars 1872.

« Art. 4. — A partir de cette époque, les affaires dont la connaissance avait été attribuée à ces jurys seront jugées, selon les règles édictées par la loi du 21 avril 1871, par les juges de paix, qui, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 21 avril 1871, ont été nommés dans le délai d'un mois à partir de la promulgation de la présente loi.

« Art. 5. — La présente loi ne porte aucune atteinte aux obligations qui sont déjà résultées ou qui résulteront pour l'Etat et le département de la Seine de l'application des articles 8 et 10 de la loi du 21 avril 1871.

« Art. 6. — La présente loi sera rendue publique au moyen d'affiches apposées dans Paris et dans les communes du département de la Seine.

L'ordre du jour appelle ensuite la première délibération du projet de loi relatif à la réorganisation des actes de l'état civil dans les départements.

Sur la demande de M. le garde des sceaux, l'Assemblée déclare l'urgence, et il est passé immédiatement à la discussion des articles, qui sont adoptés sans discussion. Le projet est ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — Les actes inscrits sur les registres de l'état civil, depuis le 1^{er} septembre 1870 jusqu'à ce jour, ne pourront être annulés à raison du seul défaut de qualité des personnes qui les ont reçus, pourvu que ces personnes aient eu à ce moment l'exercice public des fonctions municipales ou celles d'officier de l'état civil, à quelque titre et sous quelque nom que ce soit.

« Art. 2. — La disposition de l'article précédent n'est pas applicable aux actes reçus à Paris et dans les autres communes du département de la Seine pendant la période insurrectionnelle.

« Art. 3. — Seront valides pour timbre et enregistrement les procédures et les jugements à la requête du ministère public ayant pour objet soit de reconstituer les registres perdus, soit de rétablir ou de compléter des actes se rapportant à la période écoulée du 4 septembre 1870 jusqu'à ce jour.

« Les registres destinés à remplacer des registres perdus sont exemptés du timbre. »

L'ordre du jour appelle les rapports de pétitions.

M. Doré-Casalis, rapporteur : Des habitants de la ville de Ham (Somme) demandent à

l'Assemblée de vouloir bien reconnaître, en même temps que l'insurrection civile, l'obligation de l'insurrection politique séditieuse, aussi bien dans les écoles primaires que dans les écoles secondaires.

Ils demandent que dans les programmes du haut enseignement une place plus large soit faite aux sciences politiques et économiques.

A l'égard de l'insurrection civile, le rapport conclut au renvoi à la commission chargée de l'examen du projet de loi sur l'insurrection primaire ; pour la partie relative à l'insurrection politique, le rapport propose l'ordre du jour.

M. Lepère voudrait que la pétition dans les deux parties, fût l'objet d'un renvoi à la commission d'insurrection primaire. Il est nécessaire que le futur électeur du suffrage universel soit renseigné sur ses droits et sur ses devoirs par le catéchisme du citoyen. (Mouvements divers.)

On peut être d'un autre avis, ajoute M. Lepère ; mais je crois que les citoyens doivent être éclairés le plus tôt possible sur la Constitution et les lois du pays.

Les conclusions de M. Lepère sont rejetées ; celles du rapport sont adoptées.

M. Benoist d'Azy, président de la commission du budget de 1871, a la parole.

M. Benoist d'Azy, président de la commission du budget, dépose son rapport sur le projet de loi relatif à l'impôt sur les valeurs mobilières. Il explique les motifs qui ont fait renvoyer à la commission les articles 14, 15, 16 et 17 du projet primitif de la commission.

L'Assemblée a décidé que ce projet et celui du gouvernement seraient l'objet d'un examen général. Le gouvernement demande l'établissement d'une taxe de 3/10 sur les valeurs mobilières. Voici le résultat de l'étude de la commission.

La majorité n'a pas pensé devoir se rallier à ce projet. Les uns ont cru qu'il était injuste de grever spécialement une seule espèce de revenu, les autres que le vote de cette taxe conduirait insensiblement à l'impôt général sur le revenu.

Le rapport explique ensuite les raisons qui ont fait repousser à la majorité de la commission l'impôt sur le capital instrument nécessaire au commerce, à l'industrie, aux travaux agricoles, aux grandes entreprises financières et industrielles — l'impôt qui aurait pour conséquence de faire fuir les capitaux.

La minorité a pensé, au contraire, que l'impôt était juste, parce que les valeurs mobilières, jusqu'à présent, n'ont pas porté de charges égales à celles des autres matières.

La commission, dans ces conditions, a cru qu'il valait mieux abandonner son projet et demander l'urgence pour la discussion qui a fait l'objet de l'examen de la commission.

M. Benoist d'Azy demande à fixer l'ordre du jour de la discussion.

M. Flottard : On nous avait demandé de voter avec urgence les projets en discussion. On n'a fait que parler ; on n'a rien voté ; il est temps de passer au vote immédiat et de s'occuper immédiatement des affaires du pays. La minorité de la commission est d'accord avec le gouvernement sur certains conditions du projet primitif. Nous pouvons commencer tout de suite la discussion.

M. le président : Si la délibération commençait immédiatement, elle porterait sur des textes qui n'ont pas même été lus. Le président de la commission serait lui-même embarrassé pour discuter immédiatement les articles.

Le gouvernement, ainsi que la majorité de la commission, demandent que la discussion soit remise à lundi. M. Raudot demande qu'elle soit ouverte aussitôt ; mais on pourra inscrire cette discussion lundi prochain en tête de l'ordre du jour.

Cette proposition est adoptée.

M. de Lorgeil, rapporteur, fait observer qu'un grand nombre de pétitions expriment le désir que l'Assemblée fonde un gouvernement définitif, et quelques-unes disent que la monarchie est ce gouvernement. (Réclamations diverses.)

M. de Lorgeil ajoute que plus il y a de pétitions qui demandent l'établissement définitif de la République, il espère donc qu'on lui laissera lire les pétitions avec les conclusions de la commission. (Très bien ! très bien !)

Plusieurs pétitionnaires voudraient le rétablissement de la monarchie légitime et le couronnement de Henri de Bourbon comme roi de France. C'est le seul moyen de rétablir l'ordre social en Europe. (Bruit.)

Le rapport conclut à l'ordre du jour.

M. de Lorgeil continue la lecture des pétitions.

L'une d'elles demande la dissolution des conseils municipaux qui s'occupent de politique.

A ce moment M. de Lorgeil boit le verre d'eau posé sur la tribune.

Quelques députés à gauche s'écrient : Le roi boit ! le roi boit ! (On rit.)

L'ordre du jour est prononcé sur la pétition, qui a paru à la commission être de nature à soulever inutilement les passions.

Plusieurs pétitions demandent que l'Assemblée se déclare constituante et confie le pouvoir définitif du gouvernement de la nation à M. Thiers.

La proposition de M. Paris, qui a été votée par la commission, est la teneur de la nation comme roi des Français.

Plusieurs pétitionnaires font remarquer que la République n'est que provisoire. (Bruit.)

D'après le rapporteur, c'est une assertion qui ne saurait être contestée. (Nouveaux bruits à gauche.) M. le comte de Lorgeil fait remarquer que le programme de Bordeaux a dit positivement que la République n'était que provisoire. (Agitation.)

M. de Lorgeil, continuant : Avez-vous déclaré que l'Assemblée était constituante et la République provisoire ?

Vives réclamations sur divers bancs.

A gauche : Non ! non !

M. de Lorgeil : Vous l'avez déclaré ! (Très bien ! très bien ! à droite.)

Une voix à gauche : Ce sont là des provocations.

M. de Lorgeil : Ce ne sont pas des provocations, mais des qualifications. (Bruit prolongé.)

M. le président rappelle aux orateurs qu'ils ne doivent pas interrompre ; que s'ils veulent la parole, ils l'auront, mais qu'ils ne doivent pas provoquer des débats peu profitables. (Très bien ! à droite.)

M. Bethmont fait appel à la conciliation en disant que le silence régnait sur la tribune par le patriotisme, dans une question aussi difficile. (Très bien !)

M. de Lorgeil : Il faut remarquer que le motif provisoire ajouté au mot République est le résultat d'une opinion personnelle et non l'expression officielle de l'Assemblée nationale. (Très bien ! à gauche. — Vives réclamations à droite.)

M. Grandmont monte à la tribune. (Bruit.) Je suis un nombre de ceux qui ont voté pour la proposition des pouvoirs du chef de l'exécutif et pour le titre donné à M. Thiers de président de la République ; mais j'ai voté ainsi parce que, dans ma pensée, M. Thiers était président d'une République provisoire. (Bruit.) Le texte du projet de loi ne dit rien de plus ; il indique que la République était considérée comme provisoire. (Nouveau bruit.)

M. Grandmont : Si l'Assemblée ne prononce des paroles très patriotiques et que l'on devrait mettre dans le procès-verbal que M. de Lorgeil a ajouté que la République était provisoire, mais que le mot n'était pas dans le rapport.

Voix diverses : La clôture ! la clôture !

M. Lepère : Je ne viens pas parler comme républicain (Bruit), mais comme Français et comme membre de cette Assemblée. Je soutiens qu'il n'y aurait pas de non-propos dans un rapport des paroles qui sont une sorte de provocation.

M. Lepère : La clôture ! la clôture !

M. le président met aux voix les conclusions du rapport qui demande l'ordre du jour.

L'ordre du jour est prononcé.

Voix à gauche : La question préalable ! la question préalable !

Voix à gauche : Le vote à eu lieu. (Bruit et tumulte.)

M. de Lorgeil renvoie à la tribune.

M. le président : Je prie l'Assemblée de ne pas interrompre le rapporteur, et je prie le rapporteur de ne pas sortir du texte de son rapport.

M. de Lorgeil continue la lecture des rapports.

Des réfugiés polonais prient l'Assemblée de ne pas confondre les réfugiés polonais avec certains Polonais qui ont servi la dernière insurrection parisienne. Ces Polonais ont étudié en Prusse et sont des Russes, qu'il ne faut pas confondre avec les véritables Polonais.

Le rapport conclut en demandant le dépôt aux archives de la protestation des réfugiés polonais.

M. le président fait observer que l'Assemblée ne doit pas se laisser influencer par les adresses. Il faut aussi remarquer que les commissions de pétitions devraient user plus largement du droit qu'elles ont d'écarter les pétitions qui n'auraient pas de caractère bien utile.

L'ordre du jour est prononcé sur les conclusions relatives à la protestation des réfugiés polonais.

M. le président lit l'ordre du jour de la séance de lundi.

Un rapport supplémentaire est déposé sur le projet de loi relatif à l'approbation de conventions additionnelles avec l'Allemagne. M. le rapporteur demande que la discussion soit mise à l'ordre du jour de mardi.

Plusieurs voix : Il n'y aura pas de séance mardi !

Autres voix : Pourquoi pas ?

M. le président : Il y aura la nomination de la commission du budget de 1872 mardi prochain, mais il peut y avoir séance publique à une heure avancée. On peut inscrire toujours le projet à l'ordre du jour de mardi.

M. Paris dépose une proposition qui forme un article additionnel à l'article 95 du règlement. Toute pétition qui serait l'objet d'une conclusion d'ordre du jour ne serait rapportée en séance publique que si un membre de l'Assemblée en faisait la demande.

M. Paris demande l'urgence mais cette proposition, après avoir été lue, n'est pas adoptée. La proposition de M. Paris suivra l'ordre ordinaire de la commission d'initiative parlementaire.

La séance est levée à cinq heures quarante minutes.

ÉCHOS DE PARTOUT

Cette nuit à eu lieu le quatrième bal de l'Opéra. Ce bal a été certifié le plus gai que nous ayons encore eu pendant cette saison. La pitié féminine y était beaucoup plus nombreuse, et on coudoyait au foyer presque autant de dominos que d'habitillés. Nous avons remarqué dans la salle trois costumes des plus originaux.

Le premier, que nous sommes surpris d'avoir vu tel, se composait d'un habit noir ; comme coiffure, une perruque ; un habit, un pantalon et un gilet, mi-rouge mi-bleu, blancs, composaient le second ; celui qui le portait se promenait gravement, saluant respectueusement les dames et leur débauchant des compliments musqués dans la langue du grand siècle. Le troisième, le plus original de tous, était un costume de coquillage ; un oursin formait au corps une sorte de cuirasse, des écailles d'huîtres et de moules couvraient les jambes, et la tête était surmontée d'un Bernard-l'Hermite.

Le succès du bal a été pour un quadrille de gendarmes, qui exécutaient le grand écart avec un talent chorégraphique à faire pâlir les Clodoches. Ils ont dû faire une belle soirée, car nombre des personnes qui avaient loué des loges les ont payés fort cher pour les faire danser devant elles. Le nombre des individus expulsés a été tout particulièrement considérable cette fois ; on en a mis quelque chose comme soixante-dix à la porte. Les chants vairs sortaient ce matin du poste de la rue Drouot... le chant des prisonniers, qui charmaient par la suave musique de l'œil crevé leur triste captivité !

Une triste nouvelle : M. le marquis de Breteux-Villiers, dernier descendant d'une des plus nobles familles de l'Anjou, vient d'être victime d'un accident de chasse, dit Paris-Journal, aux environs de Chantilly.

Il s'est blessé avant-hier à la poitrine en voulant sauter un fossé, et il est mort hier matin sans avoir repris connaissance.

Les visites de princes exotiques semblent devoir se succéder sans interruption. Nous avons déjà vu l'empereur du Brésil, le 21 de mois on attend le roi de Cambodge, et voilà qu'on annonce pour le commencement du mois prochain l'arrivée du maharajah de Boukharia.

Le maharajah de Boukharia est le plus riche des nababs. Il parle parfaitement l'anglais et le français.

Il n'est âgé que de 22 ans.

L'archicandidat Gagne vient de faire offrir une longue épître adressée à ses électeurs. Nous ne résistons pas au plaisir d'en citer les derniers vers :

Amis, formons des banquets d'harmonie
Sous l'oriflamme arc-en-ciel immortel,
Proclamons tous la plus vaste amnistie
En nous donnant le baiser fraternel.
Vivons sans fin dans la paix de lumière
Qui sauvera le monde républicain.
Je vous promets à tous au lieu de guerre
La République-Empire-Royaume.

Gagne, avocat, Citoyen du peuple universel, apôtre réconciliateur, auteur de l'Unité, du Catéchisme des Rois, de l'Obédience et de la Caroticulture.

Demain lundi aura lieu à huit heures, dans la salle Saint-Sylvre, la vente de la bibliothèque de feu Desleucel.

Maigre bibliothèque s'il en fut ! Cent ou cent cinquante ouvrages sur la révolution, quelques volumes latins et des collections du National, de la Presse et du Réveil la composent. Si on en tire cinq cents francs, ce sera tout le bout du monde.

Le seul livre véritablement curieux était un Tacite, couvert d'annotations par Desleucel ; mais M^{lle} Desleucel, sœur du défunt, le garde comme souvenir.

Dans une collection de livres et d'autographes, vendue hier à la salle Sylvestre, figurait une lettre d'un nommé Ladre, chansonnier ambulant, datée du 17 mars 1791 et adressée au président de l'Assemblée nationale.

Dans cette lettre, le citoyen Ladre demande une gratification pour avoir composé la chanson ayant pour titre : Ça ira.

Ce chant des Tuteurs de la première Ter-

reur a été attribué pendant longtemps à M. Dupuis, auteur de l'Origine des Cultes, qui, du reste, en était bien capable. On voit maintenant qu'il est l'œuvre d'un obscur chanteur de carrefour.

La lettre en question a été payée 16 fr. par M. Désiré Lacroix, ex-bibliothécaire du Louvre.

DON SPAVENTO.

NÉCROLOGIE

Le Times enregistre encore aujourd'hui la mort d'un membre du parlement anglais, le doyen de la Chambre des communes, M. Charles Tyrell, décédé à l'âge de 96 ans.

LE ROI CAROTTE

Le Figaro a reçu la lettre suivante de M. Sardou :

Mon cher Jouvin,
Ceci est une carte de visite. — Offenbach garde la chambre, moi le lit ! premiers résultats du Roi Carotte ! Est-ce vous qui en rendez compte ? — Villenossant, qui ne manque pas de quelque esprit, — quand il ne s'acharne pas à démontrer que j'ai voulu piller les Tuileries le 1^{er} septembre, — Villenossant, dis-je, avait une idée, assez ingénieuse, à son point de vue, pas au nôtre ! — Il ne s'agissait de rien moins que de faire faire le compte rendu par des auteurs, — Offenbach, la musique, — moi, les paroles ! L'inverse est mieux valu. J'aurais pu dire de la prison qu'elle était un chef-d'œuvre, et Offenbach riposter qu'il est bien facile de faire une musique adorable sur des paroles aussi exquises que les miennes, sans que personne pût nous accuser de faire notre propre éloge. — Mais j'aime encore mieux qu'il soit fait par vous ; et, si cette tâche vous est réservée, j'attire votre attention sur deux points.

Ne manquez pas de dire que l'idée première de la pièce est empruntée au Petit Chabre, d'Offenbach. — Ceci pour épargner des fouilles inutiles aux bonnes gens qui, à toute pièce nouvelle de moi, se mettent en campagne pour découvrir ce qui s'est passé.

Et constaté bien — car j'y mets une certaine coquetterie — que Carotte, avec vingt-quatre tableaux, n'a que deux entr'actes, innovation importante qui nous a donné beaucoup de mal, mais qui offre un triple avantage :

1^o Pour le directeur : d'abréger la durée du spectacle ;

2^o Pour le public : de ne point l'agacer par des temps d'arrêt trop répétés ;

3^o Pour les auteurs : de ne pas fournir aux spectateurs une aussi fréquente occasion d'étrangler la pièce dans les coulisses.

Ceci dit, et pour peu que vous déclariez le poème surprenant, la musique étonnante, les acteurs sans rivaux, les costumes, décors, etc., débarrassés, à l'exception d'un seul, que nous ne vous trouvons pas trop sévère.

Poignée de main.

5 janvier 1872. V. SARDOU.

CESSIONS DE PAYEMENTS

Jugements du 5 janvier 1872

SARRAT (Eugène), négociant en vins, demeurant à Paris, rue des Lyonnais, 6.

BOUCHERON (Joseph), menuisier-rampiste, demeurant à Paris, rue Erard, 7.

BIDOUILLAT (Edme), marchand d'étoffes pour ameublements, demeurant à Paris, Faubourg-Saint-Antoine, 12.

FLORENTIAU (Etienne), marchand de bois, demeurant à Châtillon (Seine), rue de Fontenay, 21.

JACQUINET (Edme), ancien fabricant de fer-moirs à Paris, rue Saint-Maur, 137, demeurant actuellement même ville, rue de Provence, 52.

SOIRON (Paul), 2^o JAMET (Ernest), associés de fait pour le commerce de tabletterie et maroquinerie, demeurant tous deux à Paris, rue du Temple, 171.

PAULMIER, ayant tenu une maison meublée à Paris, rue Friedland, 45.

(Ouverture fixée provisoirement au 20 novembre 1871.)

LOUIS, chapelier, demeurant à Paris, avenue de Chichey, 171, ci-devant, et actuellement sans domicile connu.

(Ouverture fixée provisoirement au 2 décembre 1871.)

Société V. TAILLET, J. CASSE et C^o, ayant pour objet la fabrication de convertis argentés et de bijoux artistiques, et dont le siège est à Paris, rue Vincent, 17.

(Ouverture fixée provisoirement au 21 novembre 1871.)

ROULET et C^o, tenant magasin d'épicerie, comestibles et vins, rue du Rocher, 29, et rue de la Bienfaisance, 2.

(Ouverture fixée provisoirement à ce jour.)

les mémoires qui lui ont été soumis, et propose des questions pour l'année suivante.

Outre les prix spéciaux décernés dans des circonstances particulières, la Société donne chaque année une grande médaille d'or du prix de 1,000 francs au voyageur qui a fait la découverte géographique la plus importante en géographie, ou au travail le plus utile, soit à la diffusion des sciences géographiques, soit aux relations commerciales de la France. C'est le prix de la Société Pour 1870, un autre prix avait été établi de 10,000 francs (200,000 francs en capital) ; mais il est probable que ce prix, dont l'origine était tout officielle, ne sera pas maintenu. Le prix de la Société, décerné aux voyages exceptionnels, ne sera pas maintenu, se complète par des médailles de second ordre d'or, d'argent ou de bronze pouvant être décernées aux voyageurs qui ont recueilli un ensemble plus ou moins complet de données géographiques sur une région imparfaitement connue.

La seconde assemblée solennelle est consacrée à l'audition des comptes rendus sur les travaux accomplis, à la nérologie, aux finances, aux admissions de membres nouveaux. Cette année la Société a accepté l'adhésion de soixante-huit membres nouveaux. Parmi eux se trouve le roi de Cambodge. Il est donc évident que l'Institut géographique est favorable aux efforts de l'Institut géographique, qui n'a pas de rival et qui compte à peine pour égale la Société de Londres, celles de New York, de Boston, de Rio-Janeiro, de Saint-Petersbourg et de Berlin. La nérologie, cette année, était déplorablement copieuse, et notre Société de géographie compte beaucoup de membres morts sur le champ de bataille. Parmi les adhérents de la Société, on compte beaucoup d'étrangers et un certain nombre de dames. On sait que le tourisme scientifique a suscité chez les femmes une active curiosité, et que la géographie a rallié plusieurs voyageuses célèbres dont les ouvrages sont publiés. M. Cornabert leur a consacré un livre spécial qui est intéressant et très instructif.

Notre Société géographique a été brillamment représentée au Congrès d'Anvers, et dans les dailles qui ont été données, la part de la France est considérable, ce qui répond à bien des étonnements dont notre pays est la victime et qui ne sont admissibles que par les méchants ou par les sots. Dans la séance du 1^{er} mai, M. Emile Perrot a présenté un tableau phonétique pour faciliter la prononciation des noms géographiques étrangers. Un rapport a été fait sur les cartes en relief publiées par M. Delagrave : la Belgique, la France, l'Europe. Nous rappellerons à cette occasion les cartes publiées de M. Georges Bauerkerker qui sont publiées depuis de longues années et qui sont estimées à l'étranger. Parmi les publications géographiques nouvelles nous signalerons : l'Etude et l'Enseignement de la géographie, la France et ses colonies, l'Europe et la Terre, ouvrages de M. E. Lavassier qui accompagnent des atlas complets appropriés pour l'enseignement et pour l'étude manuelle.

M. l'abbé Loyson, professeur d'éloquence sacrée à Sorbonne, ouvrira son cours mardi prochain, 9 janvier, à deux heures et demie.

Dans cette première leçon, il envisagera d'une vue d'ensemble, la renaissance catholique en France au dix-neuvième siècle.

VENTES IMMOBILIÈRES À L'ENCHÈRE

ADJUDICATION, sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, par M. ROBIN, l'un d'eux, le 16 janvier 1872, midi, d'une MAISON A PARIS, rue de l'Épée, 7.

Mise à prix : 25,000 fr.

S'ad. à M. Robin, notaire, 25, rue de l'Épée, 7.

BEL HOTEL A PARIS, avenue Urich, Revenu net, 50,000 fr. — Mise à prix, 800,000 fr.

A VENDRE, même sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le mardi 30 janvier 1872.

S'adresser à M. ALFRED DELAPALME, notaire à Paris, rue Castiglione, n° 10.

2 PROPRIÉTÉS À TROUVILLE SUR MER (Calvados), qual. Vallee, en face la station des bateaux à vapeur du Havre.

Mise à prix : 35,000 fr. et 155,000 fr.

A ADJUGER, même sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le 23 janvier 1872.